



Conférence internationale de Kazan (Fédération de Russie) des 7 au 12 juin 2011

L'UIHJ a participé des 8 au 11 juin 2011 à la 2^e conférence internationale théorique et pratique sur l'efficacité des mesures d'exécution des décisions judiciaires organisée par le Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération Russe en coopération avec l'Université de Kazan (région de la Volga).

Cette conférence venait à la suite de celle qui s'était déroulée en juillet 2010 à Saint-Petersbourg et à laquelle avait participé Bernard Menut, 1^{er} vice-président de l'UIHJ. L'UIHJ était représentée par Jos Uitdehaag, 1^{er} questeur du Comité de l'UIHJ, par Marc Schmitz, questeur du Comité de l'UIHJ, et par Carlos Calvo, président de la Chambre des huissiers de justice du Luxembourg.

Des délégations d'Europe de l'Est et d'Europe de l'Ouest étaient présentes. Au côté des représentants du monde professionnel et du monde universitaire russe, on a relevé la présence de représentants d'Allemagne, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Biélorussie, de Géorgie, de Moldavie, du Portugal et de République tchèque.

La conférence aborda les thèmes « classiques » tels que l'efficacité des mesures d'exécution dans les

différents pays, la déontologie et de l'éthique, la protection des droits des débiteurs dans les procédures d'exécution, la recherche d'informations sur le patrimoine et l'accès aux bases de données. Des thèmes « innovants » furent également abordés tels que la vente aux enchères par internet et la médiation. Le respect des droits des enfants a également été abordé de façon importante. Au cours d'une cérémonie officielle, le meilleur huissier de justice respectant les droits des enfants a d'ailleurs été honoré. Les autorités russes ont ainsi tenu à montrer combien le respect des droits des enfants occupait aujourd'hui une place primordiale dans l'exécution forcée dans la Fédération de Russie.

De son côté, le monde universitaire s'est prononcé pour un juste équilibre entre, d'un côté, des mesures efficaces d'exécution et, d'un autre

côté — et surtout —, un respect des droits du débiteur. S'il est vrai que le meilleur jugement au monde est sans valeur s'il ne peut être exécuté de façon efficace, il est également vrai qu'une exécution aveugle, sans tenir compte des droits du débiteur, n'est pas non plus favorable au bon développement d'un système judiciaire efficace dans un État de droit. Il a notamment été question de l'anti-constitutionnalité de certaines mesures d'exécution telles que, par exemple, l'interdiction pour un débiteur de quitter le pays tant qu'il ne s'est pas libéré de ses dettes. Il s'agit sans aucun doute d'une mesure d'exécution efficace, mais quand-même fortement discutable au niveau des droits fondamentaux d'une personne.

Après les travaux de la conférence, les participants ont pu profiter de la légendaire hospitalité russe en embarquant pour une inoubliable croisière sur la Volga.

Le franc succès de la manifestation repose assurément sur l'excellence de son organisation par l'Université de Kazan et par le Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie et de son directeur, Artur Parfenchikov.

International Conference in Kazan (Russian Federation) from 7 to 12 June 2011

The UIHJ Attended on 8 to 11 June 2011 the 2nd International Conference on Theoretical and Practical Effectiveness of Enforcement of Court Decisions, Organized by the Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation in Cooperation with the University of Kazan (Volga Region).

The conference came as a follow up of the conference that took place in July 2010 in St. Petersburg which saw the attendance of Bernard Menut, first vice president of the UIHJ. The UIHJ was represented by Jos Uitdehaag, 1st quaestor of the Committee of the UIHJ, Marc Schmitz, Quaestor of the Committee of the UIHJ, and Carlos Calvo, president of the Chamber of Judicial officers of Luxembourg.

Delegations from Eastern and Western Europe were present. Alongside representatives of both Russian professional and academic worlds, the conference was attended by representatives of Armenia, Azerbaijan, Belarus, Czech Republic, Georgia, Germany, Moldova, and Portugal.

The conference addressed "classics" themes such as the effectiveness of enforcement actions in various countries, conduct and ethics, protecting the rights of debtors in enforcement proceedings, search for information on heritage and access to databases. "Innovative" topics were also discussed such as internet auction and mediation. The rights of children were also significantly addressed. During an official ceremony, the best judicial officer as regards the respect of the rights of children was honored. The Russian authorities wanted to show how the rights of children now occupied a prominent place in enforcement in the Russian Federation.

For their part, academics called for a balance between, on one hand, effective enforcement

measures and, on the other hand — and especially — a respect for the rights of the debtor. While the best decision in the world is worthless if it cannot be enforced effectively, it is also true that a blind enforcement, without regard for the rights of the debtor, is not favorable to the proper development of an effective judiciary in a constitutional state. There was also the issue of anti-constitutionality of certain enforcement measures such as, for example, to prohibit a debtor from leaving the country until his/her debts are settled. This is undoubtedly an effective enforcement measure, but highly questionable in terms of fundamental rights of a person. After the work of the conference, participants were able to enjoy the legendary Russian hospitality while embarking on an unforgettable cruise on board of a ship on the Volga.

The success of the event is undoubtedly due to the excellence of its organization by the University of Kazan and the Federal Service of Judicial officers of the Russian Federation and its director, Artur Parfenchikov.